



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

12/03/2026

A gauche comme à droite, on soutient l'impérialisme occidental en France

La réunion des partis politiques à Matignon

Lecornu a réuni les représentants des partis politiques ce mercredi 11 mars à partir de 15 h 00 à Matignon pour évoquer à la fois la stratégie française dans la guerre d'agression des impérialistes occidentaux contre l'Iran et les conséquences en France en ce qui concerne le prix des carburants.

Cette réunion n'a rien apporté de neuf concernant l'engagement militaire de la France dans le bloc impérialiste occidental, ni même la hausse des prix des carburants, pour laquelle, refusant de bloquer les prix, Lecornu a annoncé « des contrôles accrus ». Décidément, ces gens se moquent du monde.

Néanmoins, l'agression impérialiste de l'Iran a suscité des réactions en France. Nous nous intéressons ici à celles du pouvoir et des media, puis de la gauche et à leurs évolutions.

Les réactions de la France officielle

Bien que, contrairement à leurs cousins britanniques et allemands, les dirigeants français (Macron et Barrot) ait lâché du bout des lèvres que l'agression impérialiste (termes qu'ils n'ont surtout pas employés) contre l'Iran était contraire au « droit international », ils ont bien vite corrigé en rejetant la responsabilité sur l'Iran, se félicitant de l'assassinat de Khamenei. Pire, au prétexte de défendre l'intégrité de « nos alliés du Golfe », Macron a mis en branle la marine française, se préparant à entre de facto dans le conflit, du côté impérialiste occidental, bien entendu.

S'il s'est dit prêt à mobiliser les moyens militaires dont dispose la France dans la région afin de « protéger » ses partenaires, les monarchies du Golfe, il s'est bien gardé d'évoquer avec la même fermeté la protection du peuple libanais soumis aux bombardements israéliens depuis des mois, et plus intensément encore ces derniers jours.

La position française se révèle

Petit à petit le gouvernement français a révélé son alignement sur l'impérialisme dominant. D'abord en autorisant les avions d'attaque US à se ravitailler sur des bases françaises notamment Salon-de-Provence, au prétexte que cela ne participait pas directement à la guerre. Macron a désormais lancé une armada marine vers le Golfe persique afin de faire rouvrir de force le passage pour les pétroliers dans le détroit d'Ormuzd en indiquant qu'il s'agissait « d'actions défensives ». Tout est finalement dans la sémantique. Les bases US dans les pays du Golfe ont été la cheville ouvrière de l'agression contre l'Iran, mais celui-ci, contrairement à l'entité sioniste n'a pas, selon les sacro-saintes règles mouvantes de l'impérialisme occidental « le droit de se défendre ». Et en l'agressant dans ses eaux territoriales ou dans celles d'Oman, qui n'est pas impliqué dans le conflit, Macron a une action « défensive ». On ne peut prévoir la suite mais, étant donné que la marine US a refusé d'accompagner des vaisseaux commerciaux dans le franchissement du détroit, on peut penser que l'expédition macroniste aura le même sort que la fameuse « Invincible Armada » du roi d'Espagne Philippe II.

Des précisions sur le droit international

Il est intéressant de regarder la réaction de Gabriel Attal le 1^{er} mars. Interrogé sur une chaîne TV, il indique que « L'Iran ne peut invoquer le droit international, car il le viole matin, midi et soir ». Les gens qui n'ont que l'expression « droit international » à la bouche devraient en prendre de la graine : le droit international c'est le

droit de l'impérialisme occidental, le droit de changer les règles dont il se prévalait auparavant et de désigner les bons et les méchants.

Les media au service de l'impérialisme occidental

Les media de France, au service du Grand Capital, ne sont pas en reste. Dans un article du 6 mars dernier la chaîne turque TRT, souvent source d'informations sur la Palestine a cette introduction sans concession : « *Il y a des moments où le conformisme médiatique est si pesant qu'il en devient transparent. L'agression israélo-américaine contre l'Iran, offre un cas d'école de cette servitude volontaire. Sur les chaînes d'information en continu, dans les colonnes des grands quotidiens, une seule grille de lecture est proposée en France depuis le 28 février 2026 : celle de Washington et de Tel-Aviv.* ».

Les titres des grandes chaînes d'information hexagonales brillent par leur unanimité. Elles se sont alignées en chœur sur la propagande de guerre américano-sioniste. A n'en pas douter, elles sont de plus en plus un chaînon de la propagande impérialiste et notamment sioniste. Le traitement médiatique français de la crise iranienne s'est construit, patiemment et méthodiquement, comme un préalable narratif à la guerre. Raisons officielles martelées sans examen critique, agenda politique soigneusement façonné, porte-parole du retour à la monarchie érigés en experts neutres, tout était en place. Il ne manquait plus que les bombes. Notons, en particulier l'omniprésence de l'ambassadeur de l'État colonial sioniste, le triste sire Zarka, sur les plateaux TV. Depuis le début de l'agression (28 février) jusqu'au 10 mars, il est apparu 37 fois !!!

La gauche, l'agression impérialiste et l'assassinat de Khamenei

Le parti socialiste ne condamne pas l'agression

Le Parti Socialiste, par la voix d'Olivier Faure commence par désigner son véritable adversaire en cette affaire : le pouvoir iranien, ce qui est une manière de justifier l'agression impérialiste, même si c'est seulement implicite. Sa réaction, au matin du premier mars concerne d'abord l'assassinat du guide suprême iranien : « *nous ne pleurerons pas le bourreau Khamenei, celui qui, sans trembler, a fait tirer sur la courageuse jeunesse iranienne pour conserver son pouvoir [...] il est urgent que le processus de transition soit placé sous l'égide des Nations unies afin d'éviter que le chaos ne succède à la tyrannie. L'Europe, dernière puissance d'équilibre, doit y mettre toute sa détermination* ». Notons que Faure ne doute pas de la victoire des impérialistes occidentaux et parle du processus de transition, comme si l'Iran était conquis ; un exemple de plus du mépris de nature coloniale qu'ont les disciples, même lointains de Voltaire pour les civilisations considérées comme moindres.

Après, mais après seulement, il fait part de ses réticences quant à l'agression impérialiste. Le moins qu'on puisse dire est que ses raisons ne sont guère convaincantes : « *Qui va le [Ali Khamenei] remplacer ? Que feront les sanguinaires Gardiens de la révolution ? Résisteront-ils au prix d'une guerre civile à ce peuple qui crie femme, vie, liberté ? [...] Quels sont les véritables buts de guerre de Trump derrière les déclarations vertueuses sur la libération d'un peuple opprimé ? Qui peut sérieusement croire que le régime tombera de lui-même sans intervention au sol ? Pourquoi les Gardiens de la révolution abandonneraient-ils volontairement un pouvoir dont ils sont les premiers bénéficiaires ? Que fera Trump si une nouvelle répression succède aux bombardements ? Avec quel régime est-il disposé à transiger ?* ». En gros, il ne condamne pas l'agression d'un État souverain, s'interroge vaguement sur les motivations de Trump, mais s'inquiète surtout de savoir s'il va réussir son opération ou la foirer. Notons enfin qu'aucune référence n'est faite à l'État colonial sioniste.

Les écologistes

La position de Marine Tondelier, qui s'exprime également le 1^{er} mars, est quelque peu différente, même si ce n'est pas la révolution. S'agissant de l'assassinat de Khamenei, elle se démarque de Faure : « *Quand on veut s'en prendre à un dictateur, il faut le juger, pas le tuer, je crois beaucoup dans le droit et la justice* », mais seulement en ce qui concerne l'assassinat, son jugement depuis le centre impérialiste sur un dirigeant d'un pays non occidental est similaire à celui du PS. Concernant l'agression, sans la condamner, elle adopte la rhétorique petite-bourgeoise classique (ça ne fonctionne pas plus droit international) : « *toutes les opérations de ce type conduites récemment par les États-Unis se sont soldées par des délitements d'État dramatiques pour les populations civiles et souvent pour les minorités dans les pays ciblés [...] on ne défend pas les droits humains en piétinant le droit international* ». Mais elle ne pose absolument la question des vraies raisons de l'agression, des intérêts des multinationales, bref des responsabilités des impérialistes occidentaux.

La France Insoumise

Jean-Luc Mélenchon qui réagit aussi le 1^{er} mars, est au diapason des deux autres sur la caractérisation du régime iranien et de son guide, question qui semble donc, pour la gauche, première, avant celle de la condamnation de l'agression et de celle de sa nature et nous fait entendre sa ritournelle usée sur le « droit international » : « *la mort d'Ali Khamenei, bourreau du peuple iranien, ne justifie pas les moyens qui l'ont provoquée. Enlever ou assassiner les dirigeants dont on combat la politique reste la négation de tout droit international [...] la guerre des États-Unis et d'Israël a lieu sans autre mandat que la volonté suprémaciste de Trump et Netanyahu. Cette*

guerre ouvre un nouveau cycle de violences et d'escalades régionales et mondiales. C'est une guerre contre le droit international. ». En conclusion, si l'ONU avait accepté cette agression, comme ce fut le cas pour l'agression impérialiste de la Libye, qu'en son temps, le député Mélenchon avait soutenue, cette agression impérialiste eût été légitime.

Le Parti Communiste Français

Fabien Roussel réagit, lui, plus tôt, le 28 février, avant que soit connue la nouvelle de l'assassinat de l'ayatollah Khamenei, qu'il n'évoque pas. Mais, cela ne l'empêche pas de donner son avis sur le régime ; il exprime son « *soutien total au peuple iranien, en étai entre la dictature des mollahs, les provocations de Netanyahu et la politique guerrière de Trump* », rappelant que « *l'avenir appartient aux forces démocratiques du pays, pas aux ingérences ni aux tyrannies* ».

Le lendemain, dans un nouveau message, il a détaillé sa position en évoquant, cette fois, l'assassinat à demi-mots : « *Si personne ne va pleurer la mort de dirigeants iraniens qui ont martyrisé leur peuple, nous condamnons avec force ces frappes contre l'Iran qui vont conduire à déstabiliser la région et l'économie mondiale jusqu'en France avec une hausse du coût de l'essence. Trump cherche la fin du régime iranien et à prendre la main sur le pétrole pour en priver la Chine. Il ne fait que provoquer un grand chaos.* ». La particularité de Roussel est aussi d'évoquer la menace sur le pétrole : la condamnation de la guerre à partir des conséquences qu'elle a pour nous, en France, au cœur de l'impérialisme occidental ; mais aussi de replacer l'agression impérialiste dans son vrai contexte, l'affrontement entre les deux principales puissances impérialistes : les USA et la Chine.

L'évolution des positions de la gauche de la gauche : elles ne sont pas anti-impérialistes

Le Parti Communiste Français

Dans un communiqué publié le 3 mars, le PCF, rappelle sa position en s'appuyant sur celle du Parti Communiste Iranien (le Toudeh) : « *La nécessaire fin du régime actuel, le maintien de l'intégrité territoriale de l'Iran, le respect de la souveraineté du peuple iranien et sa lutte contre toute ingérence étrangère appellent à la large coopération et à la constitution du front des forces progressistes iraniennes, comme l'exige le parti Toudeh d'Iran.* ». A ce moment, il faut noter que, si le Toudeh est parfaitement légitime, y compris après le début de l'agression impérialiste, à critiquer le régime en Iran et à souhaiter son renversement, il en est autrement du PCF, qui parle depuis le centre impérialiste occidental.

Au sein de l'impérialisme, le rôle des organisations révolutionnaires n'est pas de donner des bons et des mauvais points aux dirigeants des pays non impérialistes agressés par l'impérialisme US et son valet sioniste. C'est placer sur le même plan un agresseur impérialiste et un peuple agressé. C'est la même veine que le « Ni Trump, ni mollah » que nous verrons plus loin avec LFI.

Lorsque Macron annonce sa décision de mobiliser la marine pour défendre nos partenaires (Royaume Uni à Chypre, puis États du Golfe), le PCF condamne l'alignement de Macron sur Trump mais fait, comme à l'habitude, une analyse erronée du stade impérialiste et du rôle de la France, puissance du cartel impérialiste occidental. Voici d'abord le premier paragraphe du communiqué en réaction aux rododromades de Macron : « *La France s'apprête à commettre une erreur historique. Après avoir dénoncé du bout des lèvres les violations du droit international, le Président de la République envisage désormais de "rehausser la posture" de la France dans le Golfe, contribuant ainsi à l'agression militaire, déclenchée par Donald Trump et Benyamin Netanyahou contre l'Iran, en utilisant nos bases installées dans la région. La France doit-elle participer au bombardement et au pillage du peuple iranien ? Pour le PCF, c'est NON !* ». A lire ce communiqué, on comprend que Macron n'est pas le fondé de pouvoir d'une Bourgeoisie impérialiste, mais juste un dirigeant qui se trompe. Non, la France ne commet pas d'erreur ! Elle défend les intérêts de sa classe dominante, de ses multinationales, en particulier de celles de l'armement, les Emirats étant une des plus importants acheteurs d'avions Rafale. Elle a intégré, accepte et revendique le fait de glaner les miettes laissées par l'impérialisme dominant US. Notons aussi que le PCF n'interroge pas la légitimité de la France à avoir établi des bases militaires dans la région. Là encore, on comprend que la nature du stade impérialiste comme celle de l'État impérialiste français lui échappent complètement.

Une phrase, plus loin, renforce cette impression d'incompréhension, ou de censure volontaire du rôle impérialiste de la France : « *Elle doit également refuser de se laisser entraîner par la surenchère de l'Arabie saoudite.* ». En gros, c'est l'Arabie Saoudite qui fait pression pour l'intervention française, le méchant, c'est Mohamed Ben Salmane et pas Macron, qui cède juste à la pression. Outre que la demande est plutôt venue des Emirats que de l'Arabie, là encore, les intérêts des multinationales dont Macron est le fondé de pouvoir (Dassault ou Total, par exemple) est totalement occulté. C'est finalement le même discours que celui des États-Uniens qui en veulent à Trump : pour eux, Trump fait la guerre pour Israël ; pour le PCF, Macron veut faire la guerre pour l'Arabie.

La France Insoumise

LFI utilise bien le mot impérialisme, mais, en termes de puissances, il ne désigne que les USA, peut-être la Russie, mais certainement pas la France ni la supranationale UE.

Ainsi, pour Jean-Luc Mélenchon, il est juste que la France mobilise sa marine pour défendre Chypre, qui est notre allié et membre de l'UE. Or il s'agit, non pas de défendre Chypre, mais la base britannique à Chypre. Nul ne sait si le gouvernement chypriote a effectué une demande d'aide. Ce que l'on sait en revanche c'est que le missile qui est tombé sur la fameuse base « *n'a pas été envoyé par l'Iran* » aux dires mêmes des autorités britanniques. En revanche, personne ne semble penser qu'il est important de se demander qui l'a lancé ; dans un contexte où l'Arabie saoudite annonce que, grâce aux services secrets pakistanais, elle a l'assurance que celui lancé contre sa raffinerie l'a été par l'État colonial sioniste. Nous avons, dans cette position du leader de LFI, une validation de l'impérialisme français, comme on avait pu le voir à propos du Groënland, pourvu que le sacro-saint « droit international » soit respecté. C'est ce qui explique que Mélenchon ait pu dire que : « *le respect des engagements internationaux de notre pays, notamment avec Chypre, membre de l'Union européenne, est légitime.* », à condition que les actions de la France « *ne deviennent [pas] des actions offensives* ».

C'est appuyé par le communiqué du groupe des députés LFI à l'Assemblée nationale : « *La France doit évidemment respecter les accords de défense qui la lient à plusieurs pays du Golfe, dans le cadre d'une posture strictement défensive, comme l'avait initialement annoncé Emmanuel Macron. Mais ce cadre défensif ne peut servir de prétexte à une aide à l'offensive menée par les États-Unis.* ».

Pour mieux expliquer sa position, le dirigeant insoumis use du terme de suprémacisme, un terme récent, mal défini, pas toujours traversé par la lutte des classes. Ainsi, dans son discours de Perpignan, le 1^{er} mars, il présente la guerre comme un conflit entre « suprémacismes » : le « suprémacisme » nord-américain, le « suprémacisme » sioniste (il dit israélien) et celui du régime dirigé jusqu'alors par Ali Khamenei en Iran. Et de conclure : « *C'est la première fois qu'il y a une guerre où il n'y a pas de gentils, où il n'y a que des gens qu'on n'aime pas.* » Une définition qui met sur le même plan l'impérialisme et une nation opprimée, et sous le tapis la longue histoire de domination de l'Iran par les puissances impérialistes dont l'agression en cours n'est que l'aboutissement.

Une mise à équivalence qui se manifeste également dans l'issue que les Insoumis [propose d'apporter à la guerre en cours](#). « *Face au danger qui monte, plus que jamais le droit et les Nations unies sont les seuls moyens de la France* » explique le mouvement dans un communiqué. Pourtant, le génocide à Gaza a montré que le droit international était un instrument dans les mains des puissances impérialistes, [à l'instar de la résolution 2803](#) qui fait de Gaza un protectorat colonial placé sous l'égide du Conseil de la paix dirigé par Trump, que dénonce à juste titre LFI.

Là encore, le communiqué du groupe des députés LFI vient en renfort : « Permettre l'utilisation de bases françaises dans la région pour soutenir une guerre engagée en dehors de tout mandat international, contraire au droit international, aux principes et aux intérêts de notre diplomatie reviendrait à risquer d'entraîner la France comme co-belligérant et à l'exposer à un risque de riposte et d'escalade. La France ne doit pas être entraînée dans cette guerre impérialiste qui n'est pas la sienne. Son rôle doit être de respecter ses accords de défense avec les pays de la région qui pourraient être visés par des frappes iraniennes, tout en défendant le droit international et en œuvrant à la désescalade. ». On voit clairement que le « droit international » pourrait justifier des frappes « défensives » contre les missiles iraniens visant des bases US dans des pays du Golfe, alors même que ces bases sont utilisées pour attaquer l'Iran. Le « droit international » peut donc, dans certaines conditions, selon LFI, autoriser la France à participer à l'agression impérialiste contre l'Iran.

Sur la même longueur d'onde

Finalement, ni le PCF, ni LFI ne voient la nature de l'impérialisme français. Les deux organisations pensent se situer dans une « démocratie », qui aurait des valeurs alors qu'ils sont au cœur de l'impérialisme occidental. Cela s'accroît, pour LFI, par cette incessante référence au « droit international », dont le PCF parle aussi, mais moins souvent.

Cette référence à un droit international mythique, omniprésente chez certains de ceux qui se pensent défenseurs de la Palestine, comme LFI, porte en germe l'idée qu'il y aurait deux natures du stade impérialiste du capitalisme et particulièrement du bloc impérialiste occidental. La première aurait des règles acceptables par tous, dans l'intérêt des peuples, la seconde serait la loi du plus fort, donnant libre cours aux « errances » des « suprémacistes » Trump et Netanyahu. On peut faire une parallèle amusant avec les tenants d'un monde multipolaire opposé au monde unipolaire. Dans les deux cas on a un stade impérialiste acceptable et bon pour les peuples et un autre inacceptable et qui doit être combattu.

Or ni le « droit international », ni le monde multipolaire ne sont une solution pour les prolétaires, les travailleurs, les peuples en ce qu'ils pérennisent le système capitaliste avec l'illusion que, dans certaines conditions, il pourrait être acceptable.

Ce qui manque finalement à la gauche de la gauche en France comme ailleurs, c'est d'avoir une grille de lecture marxiste-léniniste qui lui permette d'analyser correctement les contradictions du capitalisme, son stade actuel impérialiste et particulièrement notre propre impérialisme. Bref, ils ne sont, ni anticapitalistes, ni révolutionnaires.

